

Le FN ne propose pas réellement de faire sortir la France de l'Union européenne ni même de l'euro



Ce dossier exclusif de l'UPR est destiné à démonter la désinformation constante des médias qui affirment que le FN veut faire sortir la France de l'UE et de l'euro et qui en tirent la conclusion mensongère "UPR = FN".

Fondé sur des faits irréfutables, ce dossier démasque la stratégie d'enfumage permanent du FN sur cette question centrale. Nous suggérons à tous nos lecteurs de le diffuser au plus grand nombre possible d'internautes".

Bien sûr, le Front National (FN) développe des idées extrêmement critiques contre l'euro et contre la construction européenne.

Cependant, et contrairement à ce que l'on fait croire aux Français, le FN n'a jamais proposé de faire sortir la France de l'Union européenne, de la manière limpide et sans détours qu'un tel choix stratégique et historique impose. C'est-à-dire en annonçant, comme le fait l'UPR depuis sa création, que la France doit sortir de l'Union européenne, unilatéralement et de la seule façon possible, grâce à l'application de l'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE).

S'agissant de l'euro, les Français doivent absolument savoir deux choses très importantes :

- d'une part, seuls deux États-membres de l'Union européenne ont ratifié le traité de Maastricht avec une exemption d'adopter l'euro : le Royaume-Uni et le Danemark. Cela signifie que tous les autres États (26 sur 28) ont ratifié le traité en s'engageant à adopter l'euro tôt ou tard, en fonction de leurs conditions politiques et économiques intérieures. Parmi eux, 18 États ont d'ores et déjà adopté l'euro, dont la France.
- d'autre part, l'euro a été conçu par les traités comme un choix sans retour : il n'existe aucune clause de sortie dans les traités. Cela signifie que, dès lors qu'un État a déjà adopté l'euro, [les traités lui interdisent d'en sortir sans dénoncer l'ensemble des traités](#), donc sans sortir de l'Union européenne.

Cette position juridique très claire a été constamment réaffirmée par la Commission européenne elle-même, et [notamment par Karolina Kottova](#), porte-parole de la Commission européenne, le 3 novembre 2011 : « *Le traité ne prévoit pas de sortie de la zone euro sans sortie de l'Union européenne* ».

En résumé, puisque la France a déjà adopté l'euro, notre pays n'a que deux choix juridiques possibles, sauf à violer le droit international et à être déféré par nos partenaires devant la Cour de justice de l'Union européenne

- soit la France reste dans l'Union européenne et dans l'euro : c'est ce que proposent par exemple l'UMP, le PS, le MoDem, le FdG, l'UDI, etc.
- soit la France sort à la fois de l'Union européenne et de l'euro. C'est non seulement [ce que propose l'UPR](#), mais c'est aussi dans ce double objectif essentiel que l'UPR a été créée le 25 mars 2007.

Les Français doivent donc comprendre que, dans l'état actuel des traités – qui ne pourraient être modifiés qu'à l'unanimité des États – aucune voie médiane n'est juridiquement possible.

La conséquence immédiate est que le FN, refusant de sortir de l'Union européenne, ne peut pas proposer, sérieusement et honnêtement, de sortir unilatéralement de l'euro. C'est impossible juridiquement et les autres États traîneraient la France devant les instances judiciaires internationales rappelées précédemment.

Pour ne pas tomber dans le piège tendu par le FN aux Français – et aussi aux journalistes – il faut donc bien comprendre deux choses :

- 1. le parti de la famille Le Pen ne s'est pas constitué sur une vision claire et homogène de la construction européenne. Il en découle que les adhérents du FN ne sont pas d'accord entre eux sur ce qu'il convient de faire vis-à-vis de l'Union européenne ou de l'euro.** Depuis sa création en 1972, le FN a fait reposer son programme et l'essentiel de ses analyses sur la stigmatisation de catégories de la population prises les unes après les autres ou en même temps : immigrés, arabes, noirs, musulmans, juifs, roms, fonctionnaires, gauchistes, « *socialo-communistes* », gaullistes, communistes, prêtres progressistes, etc. Même si ce discours de guerre civile latente s'est atténué récemment, il n'a pas disparu et il constitue encore ce qui motive le gros des adhérents du mouvement frontiste, souvent à la surprise indignée des nouveaux venus. En revanche, même si le FN a toujours été critique – aussi – des « *bureaucrates européens* », il s'est toujours refusé à expliquer aux Français les origines anglo-saxonnes de la prétendue « *construction européenne* », de même que le rôle prépondérant qu'y jouent les autorités américaines depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il s'est également toujours refusé à présenter la question de la prétendue « *construction européenne* » comme la priorité n°1 à résoudre. Pour le FN, la récupération de notre souveraineté nationale semble secondaire par rapport à la lutte contre l'immigration clandestine ou la fiscalité excessive, comme si ces sujets étaient déconnectés et ne découlaient pas, justement, de qui exerce la souveraineté, c'est-à-dire de qui décide de quoi. La conséquence en est qu'il se trouve, au sein du FN, des opinions certes toujours critiques contre l'Union européenne et l'euro, mais totalement divergentes quant aux solutions à adopter. S'il existe en effet, au sein des adhérents du FN et plus encore sans doute parmi ses électeurs récents, des personnes qui souhaitent faire sortir la France de l'Union européenne et de l'euro, ce n'est pas le cas général, tant s'en faut.

Très nombreux sont aussi les adhérents et les électeurs du FN qui, voulant une chose et son contraire, critiquent les conséquences visibles de l'Union européenne mais approuvent néanmoins l'idée qu'il y aurait une solidarité naturelle des peuples blancs contre les autres. Développant l'idée raciale d'un danger de submersion du monde occidental par des peuples de couleur, ils en tirent la conséquence qu'il ne faut surtout pas sortir de l'UE, ni de l'OTAN, mais au contraire serrer les rangs face à l'ennemi venu du sud... Dans ces conditions, leurs critiques contre l'UE se limitent à des formules vagues et à l'emporte-pièces, qui témoignent d'une irréflexion totale sur les tenants et aboutissants de la « *construction européenne* ».

- 2. Pour concilier les positions inconciliables de leurs différents adhérents, les dirigeants du FN multiplient les déclarations savamment contradictoires sur l'Union européenne et l'euro, pour faire croire à chacun ce qu'il veut entendre.**

Si l'on veut bien y prêter toute l'attention nécessaire, on découvre que les discours des dirigeants du FN sont contradictoires et incohérents entre eux, constamment changeants, souvent techniquement absurdes. Ils ont cependant tous en commun d'éviter systématiquement de proposer aux Français, tout simplement, la sortie de l'Union européenne et de l'euro. C'est ce que nous allons voir avec la série suivante de textes et de déclarations de dirigeants du FN.

DU FN SUR L'UNION EUROPÉENNE ET SUR L'EURO

1^{ère} version : la version Louis Aliot pour les élections européennes de 2014 : garder l'euro mais en remplaçant l'euro « *monnaie unique* » par l'euro « *monnaie commune* »

Sur un [tract de campagne de Louis Aliot](#), est mentionné le remplacement de l'euro « *monnaie unique* » par l'euro « *monnaie commune* », avec une double circulation monétaire, alors que l'euro est déjà une « *monnaie commune* », comme l'explique l'UPR dans [ce texte](#) ou dans la conférence [« la tragédie de l'euro »](#).

En page 1 du tract de Louis Aliot pour les élections européennes du 25 mai 2014, est préconisé « *le remplacement souhaitable d'une monnaie unique par une monnaie commune* ». On notera également le savoureux slogan porté en haut à droite du tract « *Pour une AUTRE Europe des peuples libres, des nations souveraines* » qui confirme au passage que le FN ne veut en aucun cas sortir de l'Union européenne.

En page 4 du tract, Louis Aliot indique qu'il veut remplacer l'euro actuel par une sorte d'euro étalon entre différentes monnaies : l'euro-franc, l'euro-peseta etc. parce que la « *relance [...] doit s'accompagner de la création d'une monnaie commune* ». On se demande bien pourquoi.

De plus, Louis Aliot prévoit de renégocier le mandat de la BCE – qui ne disparaît donc pas : c'est bien d'une renégociation des traités européens qu'il s'agit. Il oublie de dire que les autorités allemandes ont toujours refusé une pareille renégociation. Toutes ces contorsions programmatiques sont destinées à éviter de proposer tout simplement la sortie unilatérale de la France de l'Union européenne et de l'euro.

2^{ème} version : la version Bernard Monot pour les élections européennes de 2014 : renégocier le mandat de la BCE, et ne réintroduire des monnaies nationales en faisant un référendum sur la sortie de l'euro qu'en cas d'échec de cette renégociation

Bernard Monot, conseiller économique du FN a indiqué dans un [entretien à Challenges](#) le 6 mai 2014 : « *nous ne prônons pas un retour au franc mais le passage aux nouvelles monnaies nationales. Comme les autres monnaies en Europe, le nouveau franc sera, au moins au départ car il y aura ensuite une dévaluation, à parité avec l'euro. Un franc vaudra un euro. La sortie de l'euro sera décidée par référendum par l'ensemble des Français. Mais avant d'en arriver là, nous essayerons d'abord de changer le mandat de la BCE en réunissant un sommet de l'euro-zone* ».

Bernard Monot, candidat tête de liste du FN dans la circonscription Massif central-Centre aux européennes, élu le 25 mai 2014, ne « *[prône] pas un retour au franc* » mais en même temps parle d'une « *sortie de l'euro* », qui cependant serait décidé par un référendum, qui ne serait toutefois organisé que si le mandat de la BCE s'avérait impossible à renégocier...

Ces propositions alambiquées sont contradictoires avec celles de Louis Aliot qui, lui, ne parle ni de sortie de l'euro ni de référendum, mais d'une double circulation monétaire. Un référendum sur la seule sortie de l'euro serait, en outre, juridiquement problématique, puisqu'elle n'est pas prévue par les traités. Bernard Monot exécute, dans *Challenges*, un exercice d'équilibriste qui ne trompe personne : l'objectif est, là encore, de ne surtout pas proposer la sortie unilatérale de l'euro et d'enfumer l'électorat.

3^{ème} version : la version Florian Philippot en octobre 2012 : mettre fin de façon concertée à l'euro avec nos partenaires européens

Dans une [vidéo en date du 11 octobre 2012](#), le vice-président du FN propose que les partenaires européens se concertent pour démanteler l'euro et n'évoque aucun référendum (à 3 minutes 30) :

« On se met ensemble autour d'une table et on décide la fin concertée de cette expérience ratée. Voilà. On peut se tromper dans l'histoire, ça arrive. En revanche, on n'a pas le droit de ne pas réparer ses erreurs. Donc nous on demande de réparer cette erreur de l'euro et de se concerter pour mettre fin à cette expérience. Ça peut se faire, sur plusieurs mois, avec nos partenaires européens. Mais il faut le faire maintenant. Il faut en tout cas arrêter dans l'idéologie parce que ça n'est jamais bon »

Il ne s'agit donc pas d'une sortie unilatérale, l'article 50 du TUE n'étant d'ailleurs même pas mentionné. Florian Philippot ne dit mot, non plus, de l'attitude du FN si l'un des États membres pose des conditions inacceptables à la fin de la monnaie commune.

4^{ème} version : la version Florian Philippot en octobre 2013 : un référendum au bout d'un an pour valider une renégociation des traités européens sur quatre points

Florian Philippot, expliquait [en octobre 2013 sur Radio Classique](#) (à 3 minutes 35) : « *On fera un référendum. Nous, nous avons dit comme Cameron au Royaume-Uni, un référendum au bout d'un an sur notre appartenance à l'Union européenne. Et d'ici là renégociation sur quatre points fondamentaux : Shengen, la souveraineté nationale, c'est-à-dire la supériorité de notre droit national. Shengen ça veut dire récupérer nos frontières. Trois, la possibilité de faire du protectionnisme, c'est-à-dire du patriotisme économique, c'est-à-dire la possibilité de réindustrialiser la France. Et quatre, la question monétaire. Effectivement.* » Il ajoutait, à 5 minutes 22 : « *l'euro explosera. Alors, soit on anticipe la chose, soit on la prépare de manière concertée* ».

Non seulement, il n'est nullement question d'une sortie unilatérale de l'Union européenne mais encore Florian Philippot :

- Ne précise pas sur quoi, très précisément, portera la renégociation, notamment concernant la question monétaire ;
- N'indique pas selon quels critères le FN considérera que cette renégociation est un succès ou un échec ;
- Mêlé Schengen aux traités relatifs à l'Union européenne, alors qu'il n'y a pas de lien (la Suisse est, par exemple, dans Schengen alors qu'elle n'est pas dans l'Union européenne) ;
- Évoque une fin de l'euro « *de manière concertée* », donc en aucun cas unilatérale.

Florian Philippot, qui passe son temps à copier les analyses de l'UPR – [à l'instar de Marine Le Pen](#) – tout en les dénaturant, cale curieusement lorsqu'il s'agit de tirer les conséquences de l'échec de la « *construction européenne* », en ne proposant jamais d'en sortir.

5^{ème} version : la version Florian Philippot en septembre 2014 : fiscalité, immigration, école, les trois domaines dans lesquels le FN prendrait des mesures fortes dès son arrivée au pouvoir, mais rien de précis sur l'Union européenne

Sur la [télévision en ligne des Échos le 9 septembre 2014](#), Florian Philippot était questionné sur les premières décisions que le FN prendrait en cas d'accession au pouvoir. Le journaliste lui demande : « *Plaçons-nous dans cette hypothèse, le FN arrive au pouvoir. À quoi ressembleraient les cent premiers jours d'un gouvernement FN ?* » Réponse de l'invité : « *Ce serait d'abord une rupture fondamentale avec les orientations actuelles, ce serait redonner les pouvoirs à la France, redonner les manettes aux responsables français en disant "écoutez ce n'est pas à Berlin, à Washington et à Bruxelles de faire la politique de la France, c'est à la France et aux Français de faire la politique de la France" et donc nous agirions pour sortir la France de l'austérité et choisir un autre modèle économique, redonner des muscles à la France face à la mondialisation* ».

Le journaliste interrompt alors Florian Philippot pour lui demander : « *Mais concrètement, trois mesures symboliques fortes que vous prendriez dès votre arrivée au pouvoir* » Et le vice-président du FN de répondre : « *oh, je pense qu'on commencerait par une fiscalité beaucoup plus juste, pour aider les PME, les artisans, les commerçants, les petites entreprises et pénaliser celles qui délocalisent, les très grandes entreprises qui délocalisent. Deux, je crois qu'en matière d'immigration et de sécurité, qu'on supprimerait tout de suite l'aide*

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro médicale d'État réservée aux clandestins qui est une pompe aspirante de l'immigration, qui coûte quasiment un milliard d'euros par an. Et trois, je pense qu'on aurait un signal fort pour l'école, hein, si je prends des domaines différents, pour l'école en rétablissant des méthodes classiques d'enseignement, en rétablissant l'autorité du professeur et en mettant fin aux expérimentations pédagogistes catastrophiques. Voilà des mesures fortes, au-delà de tout ce qu'on ferait au niveau européen pour redonner sa souveraineté à la France, des frontières et une puissance française ».~~

Florian Philippot ne prend donc aucun engagement précis concernant l'Union européenne, en restant très évasif malgré les deux questions du journaliste, pourtant claires, sur les premières décisions concrètes du FN en cas d'accession au pouvoir. Il n'est pas difficile de savoir ce qu'aurait répondu un représentant de l'UPR à la place du vice-président du FN : sortie de l'Union européenne et de l'euro, unilatéralement, grâce à l'article 50 du TUE, et sortie de l'OTAN.

Il est intéressant de noter, en outre, que Florian Philippot fait croire que la fiscalité permettrait de lutter contre les délocalisations. Or, comme l'explique l'UPR, les délocalisations sont dues primordialement au taux de change de l'euro, inadapté au niveau de compétitivité de l'économie française, ainsi qu'à la libre circulation des capitaux avec le reste du monde, imposée par l'article 63 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Mais de cela, le vice-président du FN ne dit mot ici.

6^{ème} version : la version Marine Le Pen en janvier 2012 : démonter l'euro de façon concertée et, en cas d'échec, le transformer en « monnaie commune »

Sur [France Inter le 25 janvier 2012](#), en pleine campagne présidentielle, Marine Le Pen rappelait qu'elle ne voulait en aucun cas sortir unilatéralement de l'euro mais qu'elle préconisait un démontage concerté avec les partenaires européens. Elle ajoutait qu'en l'absence d'un tel accord, la France abandonnerait l'euro comme monnaie unique tout en le gardant comme « monnaie commune » car « l'euro n'est pas viable ».

Ce charabia difficilement compréhensible, techniquement et juridiquement contestable, montre simplement que Marine Le Pen n'a aucune compétence en matière monétaire et qu'elle ne veut pas sortir de l'euro souverainement.

7^{ème} version : la version Marine Le Pen en février 2012 : sortir unilatéralement de l'euro ? « ça n'a jamais été mon projet ». Que faire ? Commenter la situation et attendre !

Moins d'un mois après, le 23 février 2012, [sur le plateau de « Des paroles et des actes »](#) sur France 2, Henri Guaino, lance à Marine Le Pen, à 14 minutes 22 « sortir aujourd'hui de l'euro, unilatéralement, provoquerait une catastrophe ». Marine Le Pen le coupe. « Ça n'a jamais été mon projet » dit-elle, avant de préciser plus tard « l'euro va s'effondrer, un jour ou l'autre Monsieur, et plus vite qu'on ne croit ».

La stratégie de Marine Le Pen concernant l'euro consiste donc à... commenter la situation et à attendre !

Cet échange montre, au passage, combien Henri Guaino est un « *agent double* » de la cause de la souveraineté de la France : capable de sorties « *gaullistes* », comme disent ses amis, mais très à cheval sur la « *construction européenne* » et n'hésitant pas à relayer les discours catastrophistes sur la sortie de l'euro.

8^{ème} version : la version Marine Le Pen en mars 2012 : un référendum pour faire de l'euro une monnaie commune à côté d'une monnaie nationale

Encore un mois après, en mars 2012, [dans une brochure de 16 pages](#), Marine Le Pen se met soudainement à proposer un référendum pour [faire de l'euro une monnaie commune à côté d'une monnaie nationale](#).

Ainsi, en l'espace de trois mois, le discours sur l'euro de la candidate du FN à la présidence de la République est passé par trois versions différentes, dont aucune ne propose une sortie unilatérale. La profession de foi de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012 a, d'ailleurs, donné lieu à une quatrième version...

9^{ème} version : la version de la profession de foi du FN à la présidentielle de 2012 : pas un mot sur la sortie de l'Union européenne, pas un mot sur l'euro, ni sur un référendum, ni même sur les questions monétaires

[Comme l'UPR l'avait expliqué à l'époque](#), la profession de foi du FN à la présidentielle de 2012, document envoyé aux 44 millions d'électeurs, ne propose ni la sortie de l'Union européenne, ni celle de l'euro. La question monétaire n'est même pas évoquée !

Cette profession de foi a eu le mérite de dissiper l'écran de fumée fabriqué de toutes pièces par les médias et les autres partis politiques pour faire croire aux Français que le FN veut sortir de l'Union européenne et de l'euro.



10^{ème} version : la version du site Internet du FN de juillet 2014 : une fin concertée de l'euro à partir d'une initiative franco-allemande

Le [site Internet du FN](#) précise qu'il doit être mis fin à l'euro de façon concertée, à partir d'une initiative franco-allemande, et dans le cadre d'une renégociation des traités. Là encore, pas un mot sur l'article 50 du TUE.

L'idée de [référendum sur la sortie de l'euro](#) avancée par Marine Le Pen pendant la campagne présidentielle de 2012, par Bernard Monot et Florian Philippot n'est même pas reprise ;

Au point 2, le FN propose un démontage coordonné de l'euro avec les autres partenaires européens, le « *couple franco-allemand* » ([fiction dénoncée par l'UPR](#)) devant prendre une initiative dans ce domaine. Au point 3, le FN propose une renégociation des traités européens, finalement comme tous les autres partis politiques.

Et si les autres pays refusent de « *démonter* » l'euro, ou de le « *démonter* » aux conditions du FN, que se passe-t-il ? Et s'ils refusent de renégocier les traités ? Pas un mot. L'UPR explique, par exemple, que le contrôle des mouvements de capitaux sera indispensable lorsque la France réintroduira le franc : il faut donc supprimer l'article 63 du TFUE. Le Luxembourg, Malte et le Royaume Uni l'accepteront-ils ? La réponse est, par avance, négative.

Le FN aborde une fois seulement l'article 50 du TUE, ailleurs [sur son site Internet](#), en ces termes : « *Dans le cadre de l'article 50 du TUE, il convient d'initier une renégociation des traités* ». Il s'agit d'une erreur grossière puisque l'article qui concerne la renégociation des traités est l'article 48 et non l'article 50 qui, lui, permet une sortie unilatérale de l'Union européenne.

Il semble que le slogan implicite du FN soit « *proposons, disons et écrivons tout et n'importe quoi au sujet de l'Union européenne et de l'euro, mais surtout pas d'en sortir unilatéralement* ».

11^{ème} version : la version Bruno Gollnisch pour les élections européennes de 2014 : laisser l'euro mourir de sa belle mort

Bruno Gollnisch est député européen depuis 1989. Le Figaro s'était fait l'écho de ses [confidences](#) si Marine Le Pen accédait à la présidence du FN, il y a quelques années : « *ce n'est pas bien ce que je fais en restant, mais je préfère être député européen à vie* ». La motivation de Bruno Gollnisch au FN est donc d'ordre purement financière.

Bruno Gollnisch a estimé, pour sa part, [dans une vidéo](#) postée le 2 mai 2014, qu'il fallait tout simplement attendre que l'euro disparaisse de sa belle mort : « *Je pense en réalité que l'euro va mourir de sa belle mort. Ce sera d'ailleurs sans doute une mort violente. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de s'y préparer. Je pense d'ailleurs que ce ne sera peut-être pas la France qui le quittera, mais ce sera peut-être l'Allemagne qui quittera l'euro la première ou qui instaurera un euro-mark, et qui sera lassée en quelque sorte de l'association avec les pays de l'Europe du sud.* » « *La dette, on la remboursera en francs ou en euro-francs* ».

La proposition politique de Bruno Gollnisch concernant l'euro se résume à un mot, qui peut aussi caractériser sa présence au Parlement européen depuis un quart de siècle : attendre ! Or, [comme l'a expliqué au forum financier de Hong Kong en janvier 2012 le Prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz](#) au sujet de l'étalon or après la crise de 1929, et pour établir un parallèle avec l'euro : « *ce sont les premiers pays à l'avoir quitté qui s'en sont sortis le mieux* ». L'UPR ne cesse d'expliquer la même chose, et contrairement à M. Gollnisch, qu'il y a urgence à quitter l'euro. Que cache au passage cette curieuse expression d'« *euro-franc* ». N'est-elle pas l'un des nombreux symboles des ambiguïtés savantes du FN ?

12^{ème} version : la version de la profession de foi du FN aux européennes de 2014 : retrouver une « *monnaie nationale* » tout en omettant de mentionner la sortie de l'euro

La [profession de foi du FN](#) des européennes de 2014 prévoit de retrouver une « *monnaie nationale* », tout en omettant soigneusement de mentionner la sortie de l'euro.

Le FN annonce sa volonté de « *relancer la croissance et l'emploi en retrouvant une monnaie nationale* ». Mais quel est l'engagement précis ?

- s'agit-il d'une sortie de l'euro – contradictoire, alors, avec le fait de ne pas sortir de l'Union européenne, seule possibilité juridique de quitter l'euro ?
- s'agit-il d'une double circulation monétaire, telle que développée par Louis Aliot pendant la même campagne des européennes ?
- y aura-t-il un référendum, comme le proposent Bernard Monot et Florian Philippot ?
- quelles seront les exigences du FN vis-à-vis des autres partenaires européens, puisque le programme du FN s'inscrit dans le cadre d'une renégociation des traités ?

Chaque électeur est libre d'interpréter ce qui lui fait plaisir : c'est fait pour. La profession de foi de l'UPR, aux antipodes de toute ambiguïté, de tout double ou triple sens, affichait clairement [« Sortons de l'UE »](#).

Dans le tract de la campagne des européennes 2014 de Jean-Marie Le Pen, pas un mot sur la sortie de l'euro. De plus, les textes encadrés en rouge – deux exemples parmi de nombreux autres dans les documents de propagande électorale – prouvent que le FN s'inscrit on ne peut plus clairement dans le cadre des traités européens :

- si le FN veut donner moins de pouvoir à l'Union européenne, cela signifie qu'il accepte l'existence de cette union, tout en souhaitant diminuer son influence. La formulation cohérente avec la sortie de l'Union européenne aurait été : « *aucun pouvoir à l'Union européenne, tous les pouvoirs à la France* » ;
- le FN refuse tout nouvel élargissement : cette revendication n'a de sens que si la France reste dans l'Union européenne.

Si le FN était opposé au principe même de la « *construction européenne* », il écrirait et dirait partout et toujours « *Sortons de l'UE* ». Ce n'est jamais le cas.

Le couple des Thénardier du FN : Louis Aliot et Marine Le Pen. Leur sourire à la fois carnassier et moqueur devrait inciter l'électeur à la prudence. Le slogan du FN « *Non à Bruxelles, Oui à la France* » est un exemple magistral de « *non-engagement* » et d'ambiguïté : chaque électeur est libre de comprendre ce qui lui plaît.

Certains diront « *le FN veut sortir de l'euro* », d'autres diront « *pas du tout, le FN veut diminuer le pouvoir de la Commission européenne* », d'autres encore diront « *vous n'y êtes pas, le FN veut supprimer la cour de justice de l'Union européenne* ».

Peut-on faire plus vicieux ? Peut-on se payer davantage la tête des Français ? Encore une fois, le slogan de l'UPR – « *Sortons de l'UE* » – ne souffrait pas, lui, la moindre équivoque.

Marine Le Pen [au JDD le 3 mai 2014](#) : « *bloquer l'avancée de l'Union européenne* », donc y rester !

13^{ème} version : la version Julien Rochedy de juin 2014 : sortir « *de rien du tout* »

Les élections européennes passées, Julien Rochedy, directeur du FNJ, a été invité début juin 2014 sur le [plateau de L'Opinion](#) et a carrément précisé que le FN ne voulait sortir « *de rien du tout* » (à 4 minutes 35) : « *sortir de l'euro ? C'est adapter l'euro, par exemple avec une monnaie unique, une monnaie commune. Passer plutôt avec une monnaie commune, je pense que c'est beaucoup plus intelligent. Il y a beaucoup de choses à faire au niveau de l'Europe. Il faut éviter la caricature. On veut sortir de rien du tout.* »

Tous les adhérents, sympathisants et électeurs du FN doivent méditer cette dernière phrase.

14^{ème} version : la version Marine Le Pen d'août 2014 : le FN prêt à gouverner en cohabitation avec un Président de la République européiste

Au mois d'août 2014, Marine Le Pen s'est déclarée [prête à gouverner en cohabitation avec François Hollande](#), dans le cas où une dissolution de l'Assemblée nationale conduirait à l'élection d'une majorité de députés du FN, cas extrêmement improbable.

Cela signifie que le FN est prêt à s'accommoder d'un Président de la République européiste qui est, d'après l'article 5 de la Constitution, « *le garant du respect des traités* ».

Dans ces conditions, qui peut croire que le FN veut faire sortir la France de l'Union européenne et de l'euro, puisqu'il est prêt à gouverner avec un Président de la République européiste, qui garantit, justement, l'application des traités européens, en vertu de la Constitution ?

L'UPR, quant à elle, ne pourrait pas imaginer un instant gouverner avec François Hollande ou un quelconque autre européiste à la tête de l'État. Une pareille situation constituerait une escroquerie complète, puisqu'alors l'UPR serait incapable de mettre en œuvre son programme politique.

CONCLUSION : RÉTABLIR LA VÉRITÉ AU SUJET DU FN ET LA PROPAGER, C'EST LE DEVOIR DE CHACUN D'ENTRE NOUS

La position constamment changeante du FN sur l'euro, et plus généralement sur l'Union européenne, est destinée à semer vicieusement la confusion dans l'esprit des Français.

Ce sont les autres partis politiques et les médias qui affirment que le FN veut sortir de l'Union européenne ou de l'euro. Le problème, c'est que lorsqu'on prend la peine d'examiner les choses sérieusement et précisément, on s'aperçoit que le FN n'avance nullement ces propositions.

Talleyrand avait retiré de son expérience de diplomate la maxime suivante : « *il n'y a qu'une seule façon de dire "oui", c'est "oui". Toutes les autres veulent dire "non"* ». **Si le FN ne dit ni n'écrit jamais qu'il veut faire sortir la France unilatéralement de l'Union européenne et de l'euro, cela signifie tout simplement qu'il ne le veut pas.** Le foisonnement des discours contradictoires au FN sur ces questions cruciales montre que les forces qui composent ce parti politique ne sont d'accord sur rien entre elles.

En réalité, loin de combattre la prétendue « *construction européenne* », le FN en est la meilleure roue de secours. En associant dans l'esprit des Français la remise en cause de l'Union européenne à des dérapages odieux, typiques de l'extrême droite, et qui n'ont rien à voir avec la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationales, le FN conforte l'oligarchie qui, depuis Bruxelles et Francfort, tient le peuple français sous sa férule.

Lors de la campagne pour les européennes de 2014, de nombreux journalistes n'ont pas hésité à affirmer, sur les

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
radios et les télévisions ou dans les colonnes des journaux, que le FN voulait sortir de l'euro, voire de l'Union européenne. Nous venons de démontrer, toutes preuves à l'appui, que c'est tout simplement une fausse information.

La diffuser et la répéter revient à méconnaître les devoirs 1, 3 et 6 de la [Charte de Munich de 1971](#), qui définit les droits et devoirs des journalistes :

« *Les devoirs essentiels du journaliste, dans la recherche, la rédaction et le commentaire des événements, sont :*

1) respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître ;

[...]

3) publier seulement les informations dont l'origine est connue ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et les documents ;

[...]

6) rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte. »

L'absence de débat contradictoire avec des responsables du FN a pour conséquence de maintenir dans la confusion la question décisive de l'appartenance de la France à l'Union européenne et à l'euro. Le FN et ses responsables se paient la tête des Français depuis 42 ans, tout en engrangeant des sommes considérables liées aux juteux mandats européens. Il est temps que cela cesse.

Puisque les corps professionnels et les intermédiaires, qui ont pour devoir théorique d'éclairer honnêtement l'opinion publique, ne fonctionnent plus pour le moment, il revient à chacun d'entre nous de faire connaître les analyses de l'UPR, sur le FN comme sur tous les autres sujets, à nos proches, à nos collègues, à nos connaissances, chaque fois que nous en avons l'occasion.